



GRANDE BRADERIE A LA DGFiP !

SERVICE PUBLIC À VENDRE !

Comme nous vous l'avons déjà indiqué dans nos tracts précédents, l'action publique 2022 ne fait qu'accélérer et aggraver :

- les **suppressions d'emplois de fonctionnaires** et le recours à la contractualisation,
- la **dégradation des conditions** de travail et de carrière,
- la concentration géographique des services
- et surtout l'**abandon de nos missions**,

au détriment des agents mais aussi des usagers,

Le **sacrifice du service public** est justifié par une pseudo- « *diminution des coûts* ». Mais rien ne garantit que la diminution des effectifs dans les services publics se traduise par une baisse des coûts pour les usagers. Rien ne garantit non plus que la mission même de service public soit maintenue partout sur le territoire. Et même si elle est maintenue, rien ne garantit qu'elle le soit avec la même qualité et la même efficacité pour les usagers.

Rassurez-vous, ces mesures ne sont pas néfastes pour tout le monde ...



SITE : <http://www.financespubliques.cgt.fr/b38/>

BALF : cgt.servicescentraux@dgfip.finances.gouv.fr

Vous pouvez vous abonner à notre newsletter en en faisant la demande sur la balf de notre section.

CES MESURES DE RÉGRESSION SOCIALE POUR L'ENSEMBLE DES USAGERS SONT ÉGALEMENT DES MESURES D'ENRICHISSEMENT POUR D'AUTRES.

La Poste s'est déjà positionné sur le nouveau créneau des renseignements et de l'aide aux usagers moyennant 50 euros pour 45 minutes pour vous « *aider* » à télédéclarer vos revenus. L'agent des finances publiques le fait gratuitement.

L'ancien Ministre des Finances, Thierry BRETON, ainsi que deux éminents anciens membres de la DGI, Messieurs Gilles GRAPINET et Marc-Henri DESPORTES, ont su tirer leur épingle du jeu en intégrant le groupe ATOS dont l'un des membres (WORDLINE) va récupérer le logiciel de traitement de la représentation parcellaire cadastrale unique (RPCU).

ET CE N'EST QUE LE DÉBUT !

Ces pseudo-réflexions ne visent qu'à légitimer la suppression de 16 000 à 18 000 postes de fonctionnaires à la DGFIP d'ici 2022. Mais, il est temps que nos dirigeants se rendent compte que nous ne sommes pas des « ressources ». Nous sommes des êtres humains à qui l'on doit les moyens pour exercer leurs missions et continuer à être au service du public.

Du niveau et de la qualité des services publics dépend et dépendra le niveau de qualité et de bien-être de notre société.

Ne rêvez pas, le sort des agents des services centraux sera identique à celui des missions, et vos postes aussi seront supprimés !

Aidez-nous à vous aider ! Tous en grève le 22 MAI 2018 !

SITE : <http://www.financespubliques.cgt.fr/b38/>

BALF : cgt.servicescentraux@dgfip.finances.gouv.fr

Vous pouvez vous abonner à notre newsletter en en faisant la demande sur la balf de notre section.